

LES PORTS

ROBERTS BANK (C.-B.)—LA QUESTION DES TERRAINS

M. Barry Mather (Surrey): Ma question s'adresse au ministre des Transports. Comme le nouveau port de la Colombie-Britannique à Roberts Bank est maintenant en activité, le ministre peut-il nous tenir à jour en ce qui concerne l'état des négociations entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la Colombie-Britannique relativement à la propriété du terrain à Roberts Bank?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, en ce qui concerne la propriété du superport de Roberts Bank, il n'y a pas eu de négociations, la chose n'étant pas nécessaire. Je suis certain que le gouvernement de la Colombie-Britannique et nous reconnaissons qu'il s'agit en fait d'un port fédéral. nous avons négocié à propos du développement de l'arrière-terrain, qui relève indiscutablement de la juridiction provinciale, et je suis heureux de dire que ces négociations se sont déroulées à l'amiable et que notre collaboration permettra un développement considérable.

RADIO-CANADA

L'ÉTABLISSEMENT D'UNE COMMISSION INDÉPENDANTE CHARGÉE D'Étudier CERTAINS AGISSEMENTS DE LA SOCIÉTÉ

[Français]

M. Réal Caouette (Témiscamingue): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État.

Lundi, l'honorable ministre a lu les longues explications de la Société Radio-Canada sur le reportage des élections provinciales dans la province de Québec. Étant donné que ce document a été préparé par la Société Radio-Canada où, sans doute, certains employés cherchent à sauver leur peau, l'honorable ministre songerait-il à créer une commission indépendante de la Chambre et de Radio-Canada pour étudier les agissements de la Société à l'égard du peuple canadien?

L'hon. Gérard Pelletier (secrétaire d'État): Monsieur le président, je ne crois pas que ce soit là une décision ou une initiative à prendre par le ministre seul. Je crois que ce serait une initiative ou une décision du gouvernement tout entier. Je peux dire à l'honorable député qu'il n'en est pas question pour le moment, mais que cette possibilité ne peut être exclue complètement. Je pense, en effet, que la Société Radio-Canada, au cours des ans, a été l'un des organismes fédéraux qui a fait l'objet

du plus grand nombre d'enquêtes, royales et autres.

M. André Fortin (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

Compte tenu des propos que vient de tenir l'honorable secrétaire d'État, est-il disposé à proposer aux autres membres du cabinet d'étudier la suggestion de l'honorable député de Témiscamingue, et de rendre...

M. l'Orateur: A l'ordre. Je suggère à l'honorable député que la question, en ces termes, n'est pas recevable.

AFFAIRES INDIENNES

LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS DE TOUT CONFORT POUR LES INDIENS DE L'OUEST

[Traduction]

M. Robert Simpson (Churchill): Monsieur l'Orateur, j'ai une question pour le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Compte tenu de l'annonce intéressante et fort bien accueillie faite par le ministre d'un projet de logements de 2½ millions de dollars à Schefferville, au Québec, prévoyant quelque 106 maisons dotées de tous les services et devant abriter 700 Indiens, le ministre peut-il nous dire quand il pourra nous annoncer un programme de semblable ampleur pour nos communautés indiennes de l'Ouest du Canada et, particulièrement, du Manitoba où le besoin de logements est urgent?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien): Monsieur l'Orateur, l'établissement de priorités à l'intérieur d'un ministère s'avère toujours un problème difficile. Toutefois, le problème de Schefferville s'aggravant depuis de nombreuses années, nous avons décidé de le régler. Je tiens à dire à l'honorable député qu'en général nous tenons compte, dans l'élaboration des programmes relatifs à l'habitation, du nombre des Indiens qui habitent chaque province. En général, je ne pense pas que le Manitoba ait eu un quota inférieur à sa population. Je peux assurer l'honorable député que nous ferons notre possible pour promouvoir le progrès dans la province du Manitoba, comme partout ailleurs au Canada.

[Traduction]

M. Simpson: Une question supplémentaire. Vu l'annonce par le sous-ministre, il y a quatre ans environ, que dans cinq ans